



Directive services

♦ Le Parlement européen a approuvé, le 15 février 2011 un rapport d'initiative présenté par Evelyne Gebhardt (S&D, Allemagne) sur la mise en œuvre de la directive services (2006/123/CE) entrée en vigueur le 28 décembre 2006.

Le rapport fait des observations et recommandations, notamment en ce qui concerne les services d'intérêt général non économiques qui ont été exclus du champ d'application de la directive en raison de leurs spécificités et qui nécessitent, dans certains cas, un cadre législatif communautaire sectoriel. Le rapport demande que l'application des restrictions prévues par la directive pour les SIEG fasse l'objet d'un suivi adéquat et minutieux, dans le respect de la répartition des compétences avec les États membres et il rappelle que la directive ne porte pas atteinte à la faculté des États membres de définir, conformément au droit de l'Union, ce qu'ils entendent par services d'intérêt économique général, la manière dont ces services doivent être organisés et financés conformément aux règles relatives aux aides d'État ou les obligations spécifiques auxquelles ils doivent être soumis. Il demande que le principe fondamental de l'autonomie locale soit mieux pris en considération lors de la mise en œuvre de la directive et que soient évitées, autant que possible, les contraintes administratives et les restrictions qui pèsent sur la liberté décisionnelle des pouvoirs locaux pour ce qui est des services d'intérêt économique général. Le rapport rappelle également que la communication de la Commission intitulée "Vers un Acte pour le marché unique" s'engage à proposer en 2011 un ensemble d'actions sur les SIG.

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+REPORT+A7-2011-0012+0+DOC+XML+V0//FR&language=FR>

♦ De son côté, suite aux résultats de l'évaluation mutuelle (Etats membres et Commission) menée tout au long de l'année 2010 et de la consultation publique (juin/septembre 2010) sur la mise en œuvre de la directive services qui ont fait ressortir que le marché unique des services fonctionne encore de manière imparfaite, particulièrement la prestation transfrontalière de services, la Commission européenne a adopté, le 27 janvier 2011, une communication (COM(2011) 20) qui présente un programme d'actions pour 2011 et 2012 en trois axes : poursuivre l'approfondissement, s'attaquer aux obstacles réglementaires injustifiés, en faire une réalité concrète sur le terrain. Des "tests de performance" lui permettront de proposer éventuellement des mesures supplémentaires en 2012.

http://ec.europa.eu/internal_market/services/services-dir/implementation_fr.htm

Droits des passagers bus et autocars

Le règlement modificatif sur les droits des passagers de bus et autocars longue distance ((UE) n° 181/2011) a été publié au Journal officiel de l'UE le 28 février 2011. Il entrera en vigueur le 1er mars 2013. Il comporte des dispositions relatives à l'indemnisation et l'assistance en cas d'accident, aux droits des personnes handicapées et à mobilité réduite, aux droits en cas d'annulation ou de retard, aux droits à l'information et aux plaintes, aux organismes nationaux chargés de l'application. Le règlement s'applique à partir d'une distance de 250Km. (Journal officiel L55). La Commission fera rapport au Parlement et au Conseil au plus tard le 2 mars 2016.

<http://eur-lex.europa.eu/JOHtml.do?uri=OJ:L:2011:055:SOM:FR:HTML>

Services Directive.

♦ On 15th February, 2011, the European Parliament approved the own initiative report by Evelyne Gebhardt (S & D, Germany) on the implementation of the Services Directive (2006/123/EC) which came into force on 28th December, 2006.

The report makes several comments and recommendations, particularly with regard to non-economic services of general interest which have been excluded from the scope of the Directive because of their specificity and which, in some cases, require a sector-specific Community legislative framework. The report requests that the application of the restrictions provided for under the directive for SGEI be subject to appropriate and close monitoring within the framework of the distribution of competences with the Member States and, it recalls that the Directive does not affect the discretionary powers of Member States to define, in accordance with the European Union law, what they mean by services of general economic interest, how such services should be organized and financed in accordance with the rules on State Aid or in taking into consideration the specific obligations to which they have to be subjected. It further asks that the fundamental principle of self government be taken into account more appropriately when implementing the directive and that administrative burden and restrictions, that weigh heavily on the freedom of decision-making powers of local authorities as regards service of general economic interest, be avoided as much as possible. The report also recalls that the Commission's Communication entitled "Towards a Single Market Act" is committed to providing a set of actions on SGI in 2011.

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+REPORT+A7-2011-0012+0+DOC+XML+V0//EN>

♦ Following the outcome of the mutual evaluation (Member States and Commission) conducted throughout the year 2010 and the public consultation (June / September 2010) on the implementation of the Services Directive which have shown that the single market for services is still not operating properly, especially as regards cross-border provision of services, the European Commission, for its part, on 27th January 2011 adopted a Communication (COM (2011) 20) which lays out a program of actions for the years 2011 and 2012 in three main areas: pursue further deepening, tackling unjustified regulatory obstacles, making it a concrete reality on the ground. A number of "performance tests" will eventually enable it to propose necessary additional measures in 2012.

http://ec.europa.eu/internal_market/services/services-dir/implementation_en.htm

Bus and coach Passenger Rights

The amending regulation on passenger rights for long-distance buses and coaches ((EU) No. 181/2011) was published in the EU Official Journal of 28th February 2011. It shall enter into force on 1st March 2013. It includes provisions regarding compensation and assistance in case of accident, the rights of the disabled and the handicapped, rights in case of cancellation or delay, rights to information and complaints and provisions for national structures responsible for the enforcement. The regulation is applicable from a distance of 250 km. (Official Journal L55). The Commission will report to Parliament and the Council, no later than March 2, 2016.

<http://eur-lex.europa.eu/JOHtml.do?uri=OJ:L:2011:055:SOM:EN:HTML>

Agence de coopération des régulateurs de l'énergie

L'Agence de coopération de régulateurs de l'énergie (ACER) prévue dans le règlement 713/2009/ CE a été mise en place le 3 mars 2011. Elle devra, notamment, œuvrer à lever les obstacles techniques aux échanges transfrontaliers, à coordonner les activités des régulateurs nationaux et aider à résoudre les conflits entre eux, surveiller le fonctionnement du marché intérieur y compris les prix de détail, l'accès au réseau pour les énergies produites à partir de sources d'énergie renouvelables, le respect des droits des consommateurs. Chaque année l'Agence publiera un rapport sur l'état du marché intérieur qui fera éventuellement des propositions pour lever les obstacles. Le groupe consultatif des régulateurs européens du gaz et de l'électricité (ERGEG) disparaît.

Cour de Justice

♦ **Détachement des travailleurs** : Dans un arrêt du 10 février 2011 portant sur les affaires conjointes C-307/09 à C-309/09, la Cour dit que le détachement de travailleurs au sens de la directive 96/71 (article 1.3,c) est une prestation de services fournie contre rémunération pour laquelle le travailleur détaché reste au service de l'entreprise prestataire, sans qu'aucun contrat de travail ne soit conclu avec l'entreprise utilisatrice. Il se caractérise par la circonstance que le déplacement du travailleur dans l'État membre d'accueil constitue l'objet même de la prestation de services effectuée par l'entreprise prestataire et que ce travailleur accomplit ses tâches sous le contrôle et la direction de l'entreprise utilisatrice.

L'affaire opposait trois entreprises polonaises d'intérim qui avaient détaché des travailleurs polonais aux Pays-Bas sans avoir obtenu d'autorisation de travail et le ministère néerlandais des affaires sociales et de l'emploi.

♦ **Environnement, accès à la justice et Convention d'Arrhus** : Dans un arrêt du 8 mars 2011, affaire C-240/09, la Cour dit qu'en l'absence de réglementation de l'Union en la matière, l'article 9, paragraphe 3, de la Convention d'Arrhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, approuvée au nom de la Communauté européenne (décision 2005/370/CE du Conseil, du 17 février 2005), est dépourvu d'effet direct en droit de l'Union.

Toutefois, il appartient à l'ordre juridictionnel interne de chaque Etat membre d'interpréter, dans toute la mesure du possible, le droit procédural relatif aux conditions devant être réunies pour exercer un recours administratif ou juridictionnel conformément, tant aux objectifs de l'article 9, paragraphe 3, de cette Convention, qu'à celui de protection juridictionnelle effective des droits conférés par le droit de l'Union, afin de permettre à une organisation de défense de l'environnement de contester devant une juridiction une décision prise à l'issue d'une procédure administrative susceptible d'être contraire au droit de l'environnement de l'Union.

Nouveau site CELSIG

Nous vous invitons à visiter le site web du CELSIG www.celsig.org qui a été totalement rénové. Il comporte en particulier un moteur de recherche exclusif qui permet d'accéder en 3 clics à toute l'actualité européenne des 15 dernières années sur les services d'intérêt général, sur la base des 271 numéros parus de Nouvelles News Europe, avec deux approches, sectorielle et transversale.

Cet outil exceptionnel met à la disposition de tous les éléments de la problématique des services d'intérêt général et de l'intérêt général en Europe.

Agency for the Cooperation of Energy Regulators

The Agency for the Cooperation of Energy Regulators (ACER) provided for in Regulation 713/2009 / EC was set up on March 3, 2011. It will, in particular, endeavor to remove technical barriers to cross-border trade, coordinate the activities of national regulators and help resolve disputes between them, monitor the functioning of the internal market including retail, access to the network for energy produced from renewable energy sources and ensure the respect of consumers rights. Every year the Agency will publish a report on the situation of the internal market which will eventually make proposals to remove the obstacles. Consequently, the advisory group, The European Regulators Group for Electricity and Gas (ERGEG) ceases to exist.

Court of Justice

♦ **Posting of workers**: In a decision dated February 10, 2011 on joint cases C-307/09 to C-309/09, the Court held that the posting of workers within the meaning of Directive 96/71 (Article 1.3 c) is a service provided against remuneration for which the worker who has been hired out remains in the employ of the undertaking providing the service, with no employment contract being entered into with the user undertaking. This is characterised by the fact that the movement of the worker to the host Member State constitutes the very purpose of the provision of services effected by the undertaking providing the services and that the worker carries out assigned tasks under the supervision and management of the user undertaking.

The case involved three Polish temporary work agencies which had posted Polish workers to the Netherlands without having obtained any work permit nor the authorisation of the Dutch Ministry of Social Affairs and Employment.

♦ **Environment, access to justice and the Aarhus Convention** : In a decision dated March 8, 2011, Case C-240/09, the Court held that in the absence of EU rules in this regard, Article 9, paragraph 3, of the Aarhus Convention on access to information, public participation in decision-making and access to justice in environmental matters, endorsed on behalf of the European Community (decision 2005/370/EC of 17th February 2005), is devoid of direct effect in European Union law.

It is, however, up to the referring court in each Member State to interpret, to the fullest extent possible, the procedural rules relating to the conditions to be met in order to bring administrative or judicial proceedings in accordance with both the objectives of Article 9 paragraph 3 of this Convention and the objective of effective judicial protection of the rights conferred by European Union law, in order to enable an organisation defending the protection of the environment, to challenge before a court a decision taken following administrative proceedings which are likely to be contrary to European Union law on the environment.

New site for CELSIG

We are inviting you all to visit our new CELSIG, www.celsig.org, website which has undergone dramatic renovation. It now includes, in particular, an exclusive search engine that provides access, in just 3 clicks, to any European news on services of general interest covering the last 15 years, based on the 271 published issues of the News Europe bulletin and offering two approaches, sectoral and transversal.

This unique tool places at the disposal of everyone all the information concerning the issues of services of general interest and of general interest in Europe.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Pour recevoir par e-mail. *To receive by E-mail* www.celsig.org